



## Décision individuelle n°278/2021

**Pétitionnaire** : Betty ARNAVIELHE & Guillaume COTTA - Trip in Wild - Cynthia Rezgui – OTC Pays des Écrins

**Adresse** : 32 600 LIAS et Rue des Urties - 05340 Vallouise-Pelvoux

**Localisation** : Lac de l'Eychauda – Glacier Blanc

**Nature de la demande** : Prises de vues à des fins professionnelles ou à but commercial refusant des vols de drone à moins de 1000 mètres du sol dans le cœur du parc national

**Dossier suivi par** : Annick MARTINET

### Le Directeur de l'établissement public du Parc national des Écrins,

**Vu** le code de l'environnement et notamment ses articles L.331 4-1, R.331-26, R.331-65 et R.331-68 ;

**Vu** la loi n°2006-436 du 14 avril 2006 relative aux parcs nationaux, aux parcs naturels marins et aux parcs naturels régionaux ;

**Vu** le décret n°2009-448 du 21 avril 2009 pris pour l'adaptation de la délimitation et de la réglementation du Parc national des Écrins et notamment son article 16 ;

**Vu** le décret n°2012-1540 du 28 décembre 2012 portant approbation de la Charte du Parc national des Écrins fixant les modalités d'application de la réglementation dans le cœur (MARCoeur), notamment ses MARCoeur n°19 et 25 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment ses articles 3 et 4 ;

**Considérant** que la demande de prises de vues et de sons, formulée le 07 juin 2021, consiste à réaliser des prises de vues dans le cœur du parc national des Écrins, dans le cadre de l'accueil d'un couple de blogueurs, organisé par l'Office de Tourisme du Pays des Écrins ;

**Considérant** que la demande est à ce titre susceptible de répondre à un des cas d'autorisation possibles définis par la modalité 25 d'application de la réglementation dans le cœur, à savoir 4° « promotion du territoire » ;

**Considérant** que le survol motorisé (y compris les drones) du cœur du parc national des Écrins à moins de 1000 m du sol est interdit ;

**Décide :**

### **Article 1 : Identité du pétitionnaire – Nature de la demande**

Betty ARNAVIELHE & Guillaume COTTA, pour le compte de l'OT communautaire du Pays des Écrins sont autorisés aux conditions définies dans les articles suivants, à réaliser des prises de vues et de sons dans un cadre professionnel ou à des fins commerciales, dans le cœur du parc national des Écrins.

Ces prises de vues ont vocation à constituer la promotion du territoire du Pays des Ecrins.

Les prises de vues seront publiées sur les réseaux sociaux et les sites web de Trip in Wild et du Pays des Écrins.

### **Article 2 : Prescriptions**

La présente décision est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes en cœur de parc national :

1. les images devront être réalisées à pieds, sans véhicule terrestre ou aérien,
2. l'utilisation de drone est interdite,
3. les prises de vues devront être organisées de telle sorte qu'elles n'occasionnent aucun dérangement de la faune sauvage, ni dégradation du milieu naturel de quelque manière que ce soit,
4. tout matériel apporté et tout déchet produit lors des prises de vues devront être emportés en dehors du cœur du parc national,
5. l'équipe de tournage adoptera un comportement respectueux du milieu naturel ainsi que des usagers et se conformera scrupuleusement à la réglementation spéciale en cœur de parc national,
6. le pétitionnaire s'engage à ne pas véhiculer de message portant atteinte au caractère du Parc national ou de nature à inciter au nom respect de la réglementation,
7. absence d'évocation directe ou indirecte de pratiques, d'usages ou d'activités contraires à la réglementation en vigueur,
8. une mention devra préciser que les prises de vues ont été réalisées dans le respect des règles en vigueur dans le cœur du parc national, avec l'autorisation du directeur,
9. ne pas réutiliser les images réalisées dans le cadre de la présente décision, à d'autres fins ou dans un autre contexte que celui mentionné à l'article 1.

### **Article 3 : Durée**

La présente décision est délivrée pour la période du 23 au 26 juin 2021 selon le planning suivant :

MERCREDI 23 JUIN

Après-midi : Randonnée au Lac de l'Eychauda et bivouac sur place

JEUDI 24 JUIN

Matin : Descente du lac

VENDREDI 25 JUIN

Matin : Randonnée au glacier Blanc avec un garde-moniteur du Parc, explication fonte des glaciers.

Pique-nique

Après-midi : Marche d'approche pour monter au refuge du Glacier Blanc (2h15)

École de glace sur le glacier Blanc

Repas et nuit au refuge du glacier Blanc

SAMEDI 26 JUIN

Matin : Départ avant le lever du jour direction le Pic du glacier d'Arsine avec un guide

En cas de report/modification du calendrier, le Parc national devra être préalablement informé.

### **Article 4 : Mesures de contrôle**

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles mentionnés à l'article L.170-1 du code de l'environnement, par les agents de l'établissement public du parc national des Écrins ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

**Article 5 : Autres obligations**

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du parc national. Il ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur.

**Article 6 : Sanctions**

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

**Article 7 : Publication**

La présente décision sera notifiée et publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public du parc national des Écrins (cf. : <http://www.ecrins-parcnational.fr/actes-administratifs>).

À GAP, le 08/06/2021

Le directeur du Parc national des Écrins



Pierre COMMENVILLE

copie : secteur de Vallouise/Briançonnais

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.